

Les Communications dans le Bas St-Laurent

Canada
Province de Québec
District de Rimouski.

"La Compagnie de Téléphone
des Comtés de
Rimouski & Montane"

Messieurs le Maire et Messieurs les Conseillers
de la Municipalité de McNider

Messieurs,

La Compagnie de Téléphone
ci-dessus désignée requiert humblement
de votre Conseil Municipal le droit
de construire le long des chemins publics de
notre municipalité une ou des lignes
téléphoniques qui ne soient point de
nature à nuire à la circulation ni aux
propriétaires adjacents - et d'exploiter les dites
lignes dans la limite de votre municipalité
en faisant tout ce qui sera nécessaire à sa
construction et son entretien. Le tout avec
remise de toutes taxes municipales,
solitaires, spéciales ou autres pour une
période de dix années à partir de
cette date.

Et votre requête me sera
de prier

"Pour le Bureau de Direction"

Jos. St. X. Massimol.

M. Octave de Métié
22 Mars 1898

Le téléphone dans le Bas Saint-Laurent

Demers, Brillant, voilà les deux noms qui viennent à l'esprit quand on parle des origines du téléphone dans le Bas Saint-Laurent, Saint-Octave-de-Métis situant le lieu de l'action.

Bossé et Dupuis sont deux autres noms qu'on ne peut passer sous silence car, si le premier a précédé Demers d'un an, le second a fortement marqué la période qui sépare Demers de Brillant.

Alliance Bossé-Demers

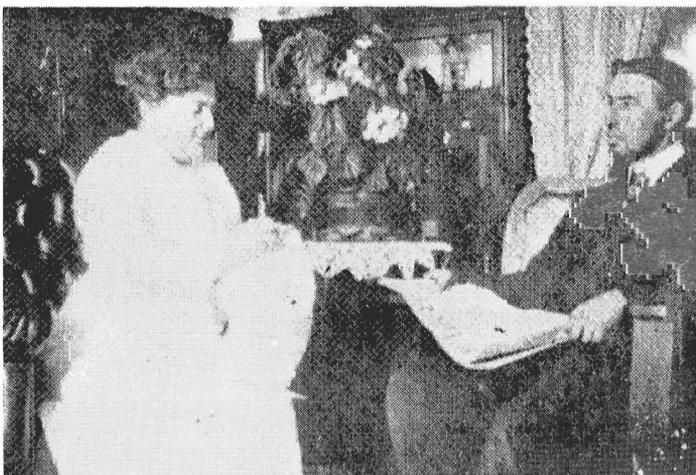
C'est en 1897 que François-Xavier Bossé met sur pied la Compagnie de Téléphone des comtés de Rimouski et Matane, s'étant rendu compte peu après son arrivée, à la fin de 1896, que la pratique de la médecine à Saint-Octave ne pourrait absorber toutes ses énergies. Aussi, quand un deuxième médecin, le docteur

Joseph-Ferdinand Demers, vient s'établir au même endroit, il ne trouve rien de mieux à son tour que d'ériger une ligne de téléphone entre sa maison et la gare du chemin de fer. (1)

Au moment où le docteur Michel-Thomas Blais, leur prédécesseur, mourut du typhus en 1896, il ne s'attendait certes pas à ce que deux médecins viennent prendre la relève. Après s'être fait concurrence un certain temps, Demers et Bossé conclurent sûrement une alliance car, à peine Demers a-t-il fondé sa propre compagnie (en avril 1898), le nom de Bossé apparaît dans la liste des actionnaires (en septembre 1898). La Compagnie du Téléphone de Métis, qui reçoit ses lettres patentes le 2 mai 1898, dispose d'un capital social de \$2 500, divisé en parts de \$10 chacune. Ce mince capital re-

flète sans doute les moyens financiers de la population rurale de l'époque, en même temps qu'une certaine hésitation à se lancer dans une entreprise de cette envergure. Le risque sera bien calculé puisque, d'assemblée en assemblée, ce capital sera porté progressivement à \$5 000, puis à \$50 000, \$100 000 et \$1 000 000 pour atteindre \$5 000 000 en 1907. Si Victoria était alors reine de la Grande-Bretagne et Louis-A. Jetté lieutenant-gouverneur du Québec, c'étaient Louis-Félix Pineault, Thomas LeBel, Joseph-Ferdinand Demers, Philéas Côté et Louis-Napoléon Desrosiers qui endossaient, à titre de directeurs, la responsabilité de la Compagnie naissante. Mis à part les 10 actionnaires de Saint-Octave, les autres se recrutaient à Mont-Joli, Sandy Bay, Sainte-Angèle-de-Mérici, Fraserville et Québec.

Le docteur et madame François-Xavier Bossé.



La gare de Saint-Octave-de-Métis, en 1897.



A la première réunion des directeurs provisoires, le 27 juin, le règlement 9 prévoit que "l'actionnaire ne sachant signer appose sa marque (x)", tandis que le "règlement 11 dispense de donner un avis (d'assemblée) dans le journal le plus proche. . . vu qu'il n'y a pas de journaux publiés dans le district". (2)

A la deuxième réunion, si l'on se réfère aux articles du procès-verbal, il est résolu 1° d'ouvrir un central à Sandy Bay; 13° d'y octroyer à Arsène Thibeault "un contrat pour charroyer des poteaux et les planter entre l'église de Sandy Bay et la rivière Tartigou"; 15° de rallonger la ligne jusqu'à Matane; 17° de retourner deux paires de grappins (climbers) à \$5 "vu qu'ils sont refusés par nos hommes"; 23° de fixer à \$15 par année "le prix de souscription pour une boîte téléphonique" et à \$20 par année le tarif pour les hôteliers ayant plus de 12 chambres à coucher et permettant l'usage gratuit de l'appareil téléphonique à leurs pensionnaires; 24° de prélever des frais basés sur la distance dès qu'une "boîte" est à plus d'un mille du central.

De pair avec l'augmentation du capital social, le nombre de parts qu'un actionnaire doit détenir pour être éligible comme directeur passe graduellement de l'unité à cinq, puis à dix et à vingt pour aboutir à cinquante, ou cinq cents dollars d'actions, à la fin de 1900.

Les tarifs variant entre 10c, 15c et 25c du message, on dénombre un total de 40 appareils, en septembre 1898, dans les cinq municipalités de Sainte-Flavie, Sainte-Angèle, Saint-Octave, Petit-Métis et Sandy Bay. . . 40 téléphones mais 41 actionnaires, dont celui qui récolte le plus de votes est élu président à la réunion d'octobre 1898. C'est ainsi

que le curé Chouinard de Saint-Octave-de-Métis accède à la présidence, L.-N. Desrosiers devenant vice-président et le directeur Demers, gérant et secrétaire-trésorier. Alphonse-Bénoni Dupuis, Bossé et Demers sont les trois actionnaires majoritaires, détenant 10 parts et plus chacun.

Déjà on reconnaît l'importance du secret des conversations téléphoniques puisqu'un règlement exige d'assermenter à cet effet deux personnes à chaque central. Pour les gens de passage, on prévoit une carte d'abonnement de \$0,50, valide durant dix jours consécutifs.

A l'occasion du transfert, de la maison d'A. Parent à celle d'A. Talbot, du central de Rivière-Blanche en 1899, on apprend que l'agent local reçoit gratuitement l'abonnement d'un an pour un téléphone, en compensation des services fournis. Les hôteliers se rendent en délégation pour pro-

tester contre le tarif établi pour eux. Ils obtiennent, peu importe le nombre de chambres, de ne payer que \$15 si les clients paient leurs messages, mais \$20 dans le cas contraire. La ligne est prolongée de Sandy Bay à Matane et de Sainte-Flavie à Rimouski. Dès 1899, le réseau Bell à Rimouski est acquis pour \$1 935, même si la demande initiale était de \$2 000.

Premières ambitions

"Obtenir le pouvoir d'étendre notre ligne de téléphone depuis le bassin de Gaspé jusqu'à Lévis et ces deux places inclusivement", telle est la première ambition de la Compagnie, ambition qui l'amène à autoriser l'actionnaire Anctil, en janvier 1900, à "entrer en pourparlers ou négociations avec toute autre compagnie existante ou se formant. . . et étendre ladite Compagnie du Téléphone de Métis. . ."

Maison de la rue Saint-Pierre à Rimouski, achetée en 1905 pour y aménager le central téléphonique de la Compagnie de Téléphone de Bellechasse.



Compagnie de Téléphone de Bellechasse

Le 12 février 1900, "la fusion avec Bellechasse est déclarée faite et la Compagnie du Téléphone de Métis est par ce fait éteinte", le bureau restant à Métis et les règlements de "Métis" remplaçant ceux de "Bellechasse"; dernière réunion des actionnaires à Saint-Charles (de Bellechasse), le 24 janvier, et première réunion de "Bellechasse" à Saint-Octave, le 29 janvier. En mars, une lettre est expédiée au préfet du conseil de comté du Témiscouata en vue d'installer une ligne téléphonique dans les limites du comté.

La ligne téléphonique mesure alors 150 milles en tout et le docteur Demers reçoit le mandat de négocier l'achat du réseau Bell "de L'Islet à Lévis, du réseau de Saint-Philémon à Saint-Vallier, de la ligne de télégraphe de Saint-Charles à Saint-Gervais et de tout autre réseau sur le parcours". Pour fins d'abonnement, la Compagnie est divisée en sections, "Matane et Rimouski s'appelant la section de Métis", les autres prenant le nom de leurs comtés respectifs.

Le 25 mai, on achète un premier char de broche et, le 1er septembre, Georges Demers est autorisé à payer \$1 800 au curé Joseph-Honoré Fréchette de Saint-Malachie pour l'achat de la ligne de téléphone allant de Saint-Anselme à Saint-Edouard-de-Frampton.

Au 1er octobre, on rapporte que la construction est terminée de Rimouski à Bic et de Sandy Bay à Saint-Moïse. L'année précédente, soit en 1899, on avait décidé de prolonger la ligne jusqu'à Sainte-Félicité en essayant d'obtenir les poteaux des clients, mais de ne construire de Saint-Damase à Causapscal que si les poteaux étaient fournis par les clients. Ce

fut encore grâce aux poteaux donnés que la ligne put être érigée de Sainte-Luce à Saint-Gabriel.

A la réunion d'octobre 1900, où il fut également fait rapport de travaux à Lévis et dans les environs, il fut décidé que les assemblées se tiendraient dorénavant à Lévis ou à Saint-Octave et que les convocations seraient publiées dans "Le Quotidien" de Lévis.

Il y avait alors 39 abonnés à Rimouski, 26 à Matane, 15 à Saint-Octave, 14 à Sainte-Flavie, 10 à Petit-Métis, 8 à Grand-Métis et 7 à Bic. Pour un total de 157 appareils, le revenu annuel des abonnements est de \$2 700 en 1900, les souscriptions variant entre \$5 et \$25 par année.

Un câble sur le pont de Québec

A la réunion du 20 décembre 1900, les directeurs décident de tenir leurs réunions ailleurs, le "bureau de la Compagnie n'étant pas un endroit jugé assez discret". Et l'année n'est pas encore terminée qu'on entre en pourparlers avec La Compagnie du Pont de Québec en vue d'obtenir un droit de passage pour les lignes et les câbles téléphoniques sur le pont en voie de construction.

En 1901, \$100 suffisent pour acheter la ligne de Z. Côté à Saint-Anaclet. Une entente est conclue pour la transmission des messages avec La Compagnie de Téléphone de Beauce, ainsi que pour la construction à frais communs d'une ligne se terminant au central de Sainte-Marie.

Comme les actions de la Compagnie valent maintenant \$100, on imprime des blancs de coupons de \$10 représentant des dixièmes de parts, ce qui en facilite l'achat aux petits actionnaires.

Les travaux se partagent désormais entre les districts de Lévis et de Rimouski. Si nous nous attardons dans ce dernier district, nous constatons que le central de

Grand-Métis a été fermé en 1901, mais que le téléphone est rendu à Saint-Donat et Saint-Gabriel via Sainte-Luce, à Sainte-Blandine, Pointe-au-Père et Sacré-Coeur via Rimouski, alors que Saint-Damase, Saint-Moïse, Petit-Métis, Grand-Métis, Sainte-Angèle, Saint-Octave et Price Mill se trouvent raccordés via Saint-Octave. De plus, la ligne de télégraphe s'étendant de Rimouski à Sainte-Flavie a été acquise pour \$125 et la compagnie "Price Brothers" a cédé pour \$50 ses poteaux et lignes téléphoniques de Grand-Métis à Saint-Octave et de Grand-Métis à Price Mill. Les poteaux sont achetés pour relier le terminus de Bic à La Compagnie de Pouvoir Electrique de Fraserville, ce qui se fera en 1902, la ligne entre Fraserville et Saint-Charles venant terminer le raccordement des réseaux de l'est et de l'ouest en 1903. Les autres travaux exécutés en 1902 concernent Sainte-Félicité, Cap-à-La-Baleine, Saint-Luc, Sainte-Blandine, Saint-Fabien et Saint-Simon. Autorisation d'embaucher un teneur de livres, achat de la Compagnie de Téléphone de Lotbinière et de 107 parts de La Compagnie de Pouvoir Electrique de Fraserville, voilà qui nous mène au cinquième rapport annuel de la Compagnie en juin 1903. Si l'on exclut les dons en matériaux et travaux, le réseau a coûté jusque-là \$79 533,06. Même si le solde n'est que de \$1 691,66 en fin d'année, la pose d'un câble sous-marin entre Lévis et Québec ne semble pas un projet trop audacieux pour la direction, les autres rêves consistant en un circuit à l'île d'Orléans et une ligne devant relier Trois-Rivières à Shawinigan. On se contente toutefois d'acheter une ligne de téléphone locale à Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud et d'envisager un peu de construction à Sayabec, Cedar Hall (Val-Brillant) et Amqui.

La route du Témiscouata

En 1904, la Compagnie étend son réseau à Saint-Eloi, Saint-Epiphanie, Saint-Hubert et Saint-Honoré, où elle se relie au réseau privé que possède Thomas LeBel jusqu'à Notre-Dame-du-Lac; elle s'installe également à Saint-Mathieu, Saint-Valérien et Saint-Léon-le-Grand, redresse en la faisant passer par le chemin Kempt la ligne téléphonique qui va de l'église de Saint-Octave à l'église de Saint-Moïse et bâtit la ligne qui va du Lac-au-Saumon à Causapscal.

Elle investit dans la Compagnie de Téléphone Provinciale, elle achète un terrain avec bâtisses à Fraserville, puis transfère à Lévis son principal bureau d'affaires, résidence du gérant comprise. Matane, Rimouski, Kamouraska, Témiscouata et L'Islet comptent parmi les dix comtés où "Bellechasse" est établie en 1905, alors que le Témiscouata lui donne son plus fort contingent d'abonnés. Des travaux sont faits à Matane, Matapédia et Fraserville, des immeubles sont achetés à Rimouski, Rivière-du-Loup et Lévis mais, ce qui impressionne le plus en 1905, c'est la mise en service de la ligne reliant Lévis à Rivière-du-Loup, le prolongement de la ligne de cuivre de Rivière-du-Loup à Saint-Octave (3), la signature d'un contrat de raccordement avec "The Central Telephone Company" (aujourd'hui New Brunswick Telephone) de Sussex, signature d'un contrat avec la Compagnie du Chemin de fer de Gaspé pour utilisation de ses poteaux, achat de la balance des parts de "Fraserville" et acquisition de la Compagnie de Téléphone de Saint-Paul-du-Buton. S'il est encore question d'un raccordement avec la Basse Ville de Québec, les travaux se poursuivent dans les comtés de l'est; à la fin de 1905, la ligne de poteaux

a été prolongée de Causapscal à Matapédia, des embranchements ont été faits sur le chemin Taché dans le comté de Témiscouata, au Mont-Carmel et à Saint-Onésime dans celui de Kamouraska, puis à Saint-Jean Port-Joli, Saint-Roch-des-Aulnaies, Saint-Aubert, L'Islet, Saint-Eugène et Saint-Cyrille dans le comté de L'Islet. Enfin, un dénommé G.-A. Binet est embauché comme gérant local à Fraserville, en remplacement de feu Thomas LeBel.

C'est ainsi qu'on atteint les 2 000 abonnés et les 1 000 milles de lignes dans 11 comtés à la mi-mars 1906, le circuit de "Bellechasse" se poursuivant de façon ininterrompue de Saint-Jean-Deschaillons à Matapédia, où se fait le raccordement avec la province voisine. Le 28 avril, Ernest Beaubien est embauché comme comptable; nommé secrétaire-trésorier peu après, il connaîtra les hauts et les bas, les succès et les déboires d'une jeune compagnie en pleine expansion.

Ne retenant des multiples activités qui se déroulent dans le secteur ouest que ce qui se rapporte à l'audacieux projet déjà mentionné, nous noterons qu'une assemblée spéciale est convoquée en 1906 en vue d'un emprunt pour le câble souterrain et qu'on songe même à construire un circuit dans toute la ville de Québec, comme Bell l'a fait. Il est donc important de faire disparaître au plus vite les circuits "terrés" pour les remplacer par des circuits métalliques et d'avoir trois lignes tout le long du parcours de Scott-Jonction à Matapédia.

Vocation rurale

Quand le gouvernement provincial parle, en janvier 1907, d'imposer une taxe qui s'élèverait à \$2 000 par année pour "Bellechasse", J.-F. Demers rétorque:

"Si nous n'existions pas dans cette province pour fournir des communications rurales à bon marché, les campagnes demanderaient à grands cris au gouvernement d'opérer un système provincial afin de leur procurer cette grande utilité publique et le ministère serait forcé de faire. . . de grandes dépenses d'enquête et de législation, tel que vient de le faire la Province du Manitoba pour satisfaire à leurs demandes".

Câble sous-marin

Le 23 mars 1907, autorisation est donnée de faire les arrangements voulus pour le droit de passage sur les quais de chaque rive du fleuve, relativement au câble sous-marin. Le 26 avril, un bail de trois ans est signé avec un dénommé Taché relativement à la location du deuxième étage de l'immeuble situé à 97, rue Saint-Pierre, à Québec, ladite Cité ayant donné son accord, à l'automne 1906, pour l'exploitation du service téléphonique. Les commissaires du havre acceptent également qu'un câble sous-marin soit placé en travers du fleuve entre les cités de Québec et de Lévis. L'ingénieur Presson est embauché comme surintendant général pour la construction du réseau à Québec. Quand "Bellechasse" devient officiellement "La Compagnie de Téléphone Nationale" le 6 août 1907, elle obtient le droit de passage partout au Québec, sauf sur l'île de Mont-réal.

A cette date, où en est le téléphone dans le Bas du fleuve? Toutes les rues de Rimouski sont raccordées au central, 10 milles de ligne ont été installés dans trois concessions de Trois-Pistoles et il y a un embranchement de Saint-Cyprien à Saint-Honoré et de Saint-Jean Port-Joli à Saint-Pamphile. Au moment de la mise

en service d'un standard "moderne" à Rivière-du-Loup en mars 1908, la route téléphonique de Rivière-du-Loup à Sainte-Hélène est terminée et un nouveau central a été installé à Saint-Jean-de-Dieu, ainsi qu'au canton Saint-Honoré.

Si l'on en juge par le montant des assurances payées, les propriétés les plus importantes se trouvent, dans l'ordre, à Rivière-du-Loup, Lévis, Rimouski, Saint-Henri Jonction, Montmagny, Sainte-Flavie, Trois-Pistoles et Bic. 75 parts de la "Nationale"

sont échangées contre 75 parts de "Saint-Maurice et Champlain".

Les deux langues officielles ayant toujours eu cours au Québec, il est décidé, à la réunion des actionnaires de mars 1908, de faire paraître dans un journal français et un journal anglais de Québec, en plus du journal de Lévis, les prochains avis de convocation des assemblées annuelles.

En vue de la construction du pont de Québec, des poteaux ont été installés dans toutes les rues de Chaudière Curve, un câble nouveau a été posé à Saint-Romuald et trois grandes lignes assurent la communication entre Lévis et Scott-Jonction. Le système automatique est maintenant chose faite à Québec, et faite par la "Nationale". En effet, un tableau de distribution "Automatic Electric" y dessert 50 appareils téléphoniques, installés dans autant d'endroits de la Basse Ville.

Premières démissions

L'administration de la "Nationale" ne se fait pas sans quelques heurts; c'est ainsi qu'on assiste à des démissions en série. Le 2 septembre 1908, le président Georges Demers démissionne, E.-B. Garneau est élu; le 16 septembre, Garneau (Turgeon élu) et R. Turner démissionnent; le 6 octobre, le président Turgeon (Dussault élu), J.-F. Demers et Presson démissionnent, mais Turner revient alors sur sa décision et reste au bureau de direction. Le standard automatique placé en démonstration par "Automatic Electric" semble être au coeur du problème: le 10 novembre 1908, ordre est donné de l'enlever en ne gardant que la table de distribution et les appareils installés dans le bureau; le 7 janvier 1909, on recommande de discontinuer la démonstration à Québec; le 1er mai, le représentant de la com-

Si la Compagnie du Téléphone de Métis fondée par le docteur J.-Ferdinand Demers est considérée comme le berceau de Québec-Téléphone, c'est l'honorable Jules-A. Brillant qui en est reconnu à juste titre comme le fondateur. S'étant porté acquéreur, en 1927, des actions du président de la Compagnie de Téléphone Nationale, Jules-A. Brillant prit alors la direction de cette compagnie qui, agglomérée à de nombreux autres réseaux téléphoniques, devait constituer plus tard le patrimoine de Québec-Téléphone. Voici les principales constituantes en ce qui concerne le Bas Saint-Laurent.	1940	: réseau de Saint-Vianney
	1946	: réseau de Grande-Vallée
	1947-57	: Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée
	1947	: La Corporation de Téléphone de Québec (Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec)
	1955	: Québec-Téléphone (La Corporation de Téléphone de Québec)
	1956	: réseau de Baie-Comeau, réseau d'Alberville et Sainte-Marguerite
	1957	: réseau desservant Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François-d'Assise et L'Ascension-de-Matapédia, réseau de Clarke City
1893 : Compagnie de Téléphone de Bellechasse		
1897-98 : La Compagnie de Téléphone des comtés de Rimouski et Matane (absorbée par Métis)	1958	: lignes téléphoniques de Saint-Adelme, Cherbourg, Saint-Ulric, Saint-Léandre, Sainte-Thérèse-de-Gaspé, Sainte-Paula, Saint-Damase, Saint-Cléophas, La Rédemption, Saint-Nil, Saint-Vianney, Saint-René-Goupil, Saint-Octave-de-l'Avenir, Cap-des-Rosiers, Irishtown, Cap-d'Espoir, Saint-Gabriel-de-Gaspé, Rameau, Grande-Rivière, Port-Daniel, Thivierge, Saint-Omer, Saint-Louis-de-Gonzague et Saint-Jean-de-Brébeuf
1898-1900 : La Compagnie du Téléphone de Métis (fusionnée à Bellechasse)		
1899 : réseau Bell de Rimouski, dont l'origine remonte à 1890		
1901 : ligne de Z. Côté à Saint-Anaclet		
1906-53-71 : La Compagnie de Téléphone Bonaventure et Gaspé, limitée	1963	: Syndicat de Téléphone de Saint-Eugène-de-Ladrière
1907-27 : La Compagnie de Téléphone Nationale (englobe Bellechasse)	1966	: Anglo-Canadian Telephone, filiale de GTE, devient actionnaire majoritaire de Québec-Téléphone
1916-27 : La Compagnie de Téléphone Matane et Gaspé	1966	: réseaux de Saint-Côme, Saint-Prosper, Saint-Benjamin, Saint-Martin et Téléphone de Saint-Georges Inc.
1927 (juin) : La Corporation de Téléphone et de Valeurs d'Utilités Publiques du Québec	1971	: réseau de Saint-André-de-Restigouche
1927 (novembre) : La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec	1972	: réseau de Port-Menier, Ile d'Anticosti
1935 : La Compagnie de Téléphone Nationale (détenue par La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec): (1936) Matane et Gaspé, Beauce, Saint-Joseph-de-Beauce, Saint-Ephrem-de-Tring, Sainte-Marie, Métis	1974	: extension au 52e degré de latitude de la limite nord du territoire de Québec-Téléphone, par ordonnance de la Régie des services publics du Québec
1936 : Compagnie de Téléphone Portneuf et Champlain (détenue par La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec): Bellechasse, Portneuf, Saint-Maurice et Champlain		

pagnie américaine quitte Québec; le 4 juin, les plans et spécifications nécessaires à la construction du système automatique dans toute la cité de Québec sont entièrement terminés; le 24 août, on étudie la possibilité d'obtenir un câble de "Canadian Electric Light Co." au lieu de lui payer un dollar par jour pour l'usage du câble transportant les messages de la rive sud au système automatique à Québec; quand ce système sera finalement débranché en septembre 1909, des difficultés avec "Bell" nuiront à la transmissions des communications à Québec et cette situation durera jusqu'à la cession, en septembre 1915, d'une partie du réseau de la rive sud, dont la section de Lévis. (4)

Au début de 1909, 100 téléphones "harmoniques" sont commandés avec le système du même nom pour le central de Lévis, le président Dussault décède et Garneau démissionne. Depuis trois ans, les recettes vont diminuant: \$18 931 en 1906, \$18 350 en 1907, \$16 803,60 en 1908. Il n'y aura pas de dividende cette année-là et les directeurs accepteront de ne plus recevoir de compensation monétaire, fût-ce même pour l'assemblée annuelle. On y étudie la possibilité de faire comme "Kamouraska" pour attirer les actionnaires, c'est-à-dire fournir le service gratuit d'un téléphone à ceux qui consentiraient à investir \$500. On y rapporte également que trois lignes métalliques relient maintenant Scott-Jonction, Lévis et Sainte-Flavie. Qu'est-ce au juste que ces lignes métalliques? C'est un système qui utilise deux fils pour chaque circuit de grande ligne et deux broches pour chacun des appareils téléphoniques. En 1909, Joseph Paquet est élu président, Turgeon, vice-président, et Beaubien, secrétaire-trésorier à la place de Demers. Ce dernier peut

rester gérant général "à la condition expresse et formelle qu'il consacre tout son temps à la compagnie"; il démissionne alors de toutes les autres compagnies dont il fait partie, à l'exception de "Beauce", et il garde la présidence de l'Association des compagnies de téléphone indépendantes du Canada (5), mais il démissionnera finalement de son poste de gérant général le 31 juillet 1909 pour devenir administrateur-fondateur de La Traverse de Lévis Limitée au début de 1910, l'année même où il devait décéder.

Période de transition

De nombreux remaniements internes se produisent avant ce départ, les différents districts, soient Lévis, Sainte-Flavie, Montmagny, Rimouski, Témiscouata et Matane, échangeant leurs chefs, ces dits chefs se nommant Barrette, Côté, Martel et Desrosiers (Jos. et Alex.). Non seulement il n'y aura pas de dividende pour l'année 1909, mais on devra remercier le nouveau gérant général de ses services, à peine un mois après l'avoir embauché. Saint-André de Kamouraska et Saint-Alexandre, voilà deux nouveaux noms qui apparaissent au programme de construction, la Compagnie donnant priorité à l'installation d'une ligne de cuivre sur tout son réseau, en remplacement des lignes déjà existantes. Des améliorations de ce genre pourraient résumer toute l'histoire de la Compagnie jusqu'en 1927, la balance de l'argent disponible étant engloutie dans le grand projet d'automatisation du service téléphonique à Québec.

Au printemps de 1911, démission de Belleau, Dussault, Tanguay et Dupuis, élection de Forget, Webster et Pelletier, réélection de Belleau, démission de Barry, élection de Garneau. C'est ce qu'on pourrait appeler des

réactions en chaîne. . .

Le 1er novembre 1911, des augmentations de salaire sont accordées aux principaux employés. C'est ainsi que la rémunération d'Ernest Beaubien, gérant général, est portée de \$100 à \$140 par mois; celle de J.-Valère Plante, surintendant, de \$75 à \$95 et celle de Noël Lemieux, comptable, de \$40 à \$55. Le gérant du trafic se nomme alors Noël Riendeau.

Le 22 janvier 1912, la Compagnie acquiert à Québec pour \$7 000 la propriété Ratté, située sur la rue Saint-Joachim, près de la rue O'Connell, avec l'intention de la démolir pour faire place au central automatique. En 1913, le président Belleau se rend à Londres avec un courtier de Chicago pour vendre des obligations de la Compagnie. En son absence, le bilan 1912 est refusé par les actionnaires, comme le sera celui de 1913, et Joseph Paquet est porté à la présidence. Belleau, Pelletier et Lespérance démissionnent. Au 31 décembre 1913, \$182 177,53 ont été dépensés pour l'installation à Québec. Le 9 janvier 1914, les \$1 500 d'obligations qui avaient été déposés à la cité de Québec, pour travaux, sont retirés; le 2 juillet, la Compagnie cède à Webster et associés la majorité de ses droits à Québec, l'immeuble de la rue Saint-Joachim leur étant échangé en 1915 contre les 850 actions remises pour négocier le contrat "Automatic". Quant à l'engagement pris avec "Automatic Electric" le 12 juillet 1911, il ne sera définitivement réglé qu'en 1919. Les pourparlers de vente du réseau souterrain de Québec, entrepris au début de 1920, aboutissent par une cession à "Quebec Power" pour \$23 700, en novembre 1924.

Entre-temps, P. Normand a offert en vente sa ligne téléphoni-

que de Saint-Antoine en 1914, Dickson a vendu celle de Saint-Malachie pour \$250 en 1915 mais le réseau qui devait être prolongé de Saint-Honoré à Sainte-Rose-du-Dégelis ne l'a pas été car, en 1915, c'est le désastre: tout le réseau téléphonique du Québec est démolé par le verglas du 25 février. Dupuis est reporté à la présidence et la grande ronde des échanges commence. En juin, "Kamouraska" accepte de se retirer des comtés de Rimouski et de L'Islet et la "Nationale", des comtés de Kamouraska et de Témiscouata. Au grand rêve qui s'est évanoui en 1914 au profit de Webster, succèdent les dures réalités de l'hiver québécois. Ce ne sera plus seulement Québec, mais Lévis, Lauzon, Bienville, Saint-David et environs, la ligne de Saint-Romuald à Saint-Jean-Chrysostome, de Côte Rouge à Chaudière Curve, de Lévis à Saint-Henri, que la Nationale abandonnera à Bell, soit une va-

leur de \$23 065,24, en retour de quoi elle obtiendra tout le réseau Bell du comté de Montmagny, la ligne de Chaudière à Saint-Nicolas, de Saint-Henri à Sainte-Claire et la ligne télégraphique de l'Intercontinentale, allant de Saint-Charles à Saint-Gervais. La ligne installée à Lotbinière et de Lotbinière à Saint-Jean-Deschailons sera cédée à La Compagnie de Téléphone Electrique de Lotbinière. En même temps que des échanges mutuels de trafic avec toutes ces compagnies, la Nationale établit un raccordement avec La Compagnie du Téléphone de Saint-Philémon. Les installations de Fraserville sont vendues à une compagnie de Québec et une partie du réseau du comté de Matane, à William Russell.

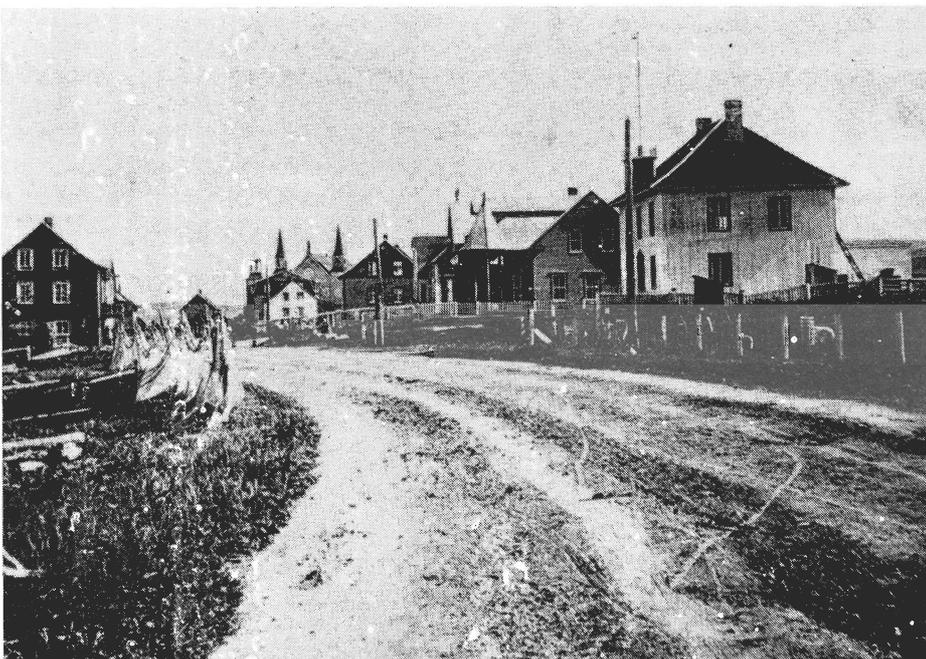
Administration Dupuis

Si Dupuis assume la présidence de 1915 à 1927, Barry remplacera Georges Demers à la vice-présidence en 1919 pour y rester jus-

qu'en 1927, tandis qu'Ernest Beaubien fera tout l'intervalle 1906-1927 comme secrétaire-trésorier.

Chronologiquement parlant, que se passe-t-il à part la réparation des dégâts durant ces années? Un immeuble a été acquis à Mont-Joli, en 1915, et l'on y a installé le bureau de l'inspecteur du district de Matane. En 1916, de gros travaux ont été effectués à L'Islet, Matane, Saint-Roch-des-Aulnaies, Sainte-Louise, Saint-Jean Port-Joli, Saint-Aubert, Saint-Damase et Sainte-Perpétue; la vieille ligne Bic-Rimouski a été vendue au Crédit municipal canadien vu l'acquisition de "Kamouraska" d'une ligne nettement supérieure. Les centraux ont été enlevés dans 12 villages qui se trouvent ainsi raccordés avec le central de Rimouski, ce qui permet aux abonnés de Bic, Saint-Valérien, Sacré-Coeur, Sainte-Blandine, Saint-Anaclet, Pointe-au-Père, Sainte-Luce, Saint-Donat, Saint-Gabriel et autres d'obtenir la communication téléphonique à toute heure du jour et de la nuit, exactement comme à Rimouski. La hausse des matériaux, la rareté de main-d'oeuvre et les difficultés de transport imposent de fortes contraintes à la Compagnie, qui réussit quand même à diminuer sa dette en 1917. Elle émettra, dans cette intention, des actions de \$50 au lieu de \$100. En 1919, un entrepôt sera construit à Montmagny et un immeuble de \$5 000 à Mont-Joli; la ligne de cuivre sera construite, au coût de \$6 275, entre Matane et Mont-Joli. Pour la première fois en 1919, les revenus des messages interurbains excèdent les revenus provenant des abonnements. Autorisation, en 1923, de reconstruire la ligne de Montmagny au Cap-Saint-Ignace; en 1925, de reconstruire de Sayabec à Caucapascal; en 1926, de poser un câ-

La maison de croite abrita le premier central téléphonique de Sainte-Anne-des-Monts, installé par Germain Leclerc en 1915 et gardé par madame Olivain Gagnon jusqu'à sa destruction par un incendie en 1917.



ble de 25 paires à Rimouski; en 1927, d'apporter des améliorations au central de Rimouski, ainsi qu'à Matane, Bic et Montmagny puis, en 1928, d'acheter un terrain à Matane. (6)

Durant ces maigres années, la question technique semble avoir été reléguée au second plan, les préoccupations des directeurs étant plutôt d'ordre monétaire. En 1923, Dupuis avait offert de céder pour \$102 575 les \$132 500 d'obligations qu'il détenait dans la Compagnie, obligations finalement acquises par Jules-A. Brillant. En 1926, des contrats de salaire de cinq ans étaient signés avec le gérant général Beaubien (\$4 000/an), le surintendant Lemieux (\$2 100/an), le comptable Léandre Ampleman (\$1 440/an), ce dernier agissant aussi comme secrétaire adjoint depuis le 4 novembre 1924.

Le 7 mars 1927, les mêmes directeurs sont réélus à l'assemblée des actionnaires mais, Dupuis et Garant démissionnant le 12 avril, ils sont remplacés par Jules-André Brillant et Paul-Émile Gagnon. Georges Demers et Rhéaume démissionnent de suite et sont remplacés par Robinson et Morency. Brillant est alors élu président, Gagnon, secrétaire, et Imelda Dubé, assistante-secrétaire; Beaubien reste trésorier et gérant général. C'est une autre ère qui commence mais, avant de clore le chapitre Demers, il serait bon de redire le nom des cinq directeurs qui ont vécu ce premier quart de siècle du téléphone dans le Bas Saint-Laurent: depuis octobre 1900, Georges Demers (père de l'autre), Alphonse-Bénéon Dupuis, Joseph-Honoré Fréchette, Edouard Couture et, depuis octobre 1901, John McWilliams, de la Pointe-au-Père.

Nouveau départ LA CORPORATION DE TELEPHONE ET DE POUVOIR DE QUEBEC

Le 12 octobre 1927, La Compagnie de Téléphone Nationale signait un contrat avec La Corporation de Téléphone et de Valeurs d'Utilités Publiques de Québec qui, sous le nom de La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec, devait englober le réseau bas-laurentien en novembre 1927 pour former ultérieurement le plus vaste réseau indépendant de télécommunications au Québec.

Les réseaux téléphoniques de Saint-François-Xavier-des-Hauts, Sainte-Jeanne-d'Arc et Saint-Joseph-de-Beauce, La Cie de Téléphone de Saint-Ephrem et La Compagnie de Téléphone Rural de Sainte-Marie de Beauce viennent, entre 1927 et 1930, se greffer au noyau de base, ce à quoi s'ajoute le contrôle de La Compagnie de Téléphone Matane et Gaspé en août '27, de la Compagnie de Téléphone Beauce en décembre '27, de La Compagnie de Téléphone Portneuf enr. en février '28 et de La Compagnie de Téléphone Saint-Maurice et Champlain en mai '28.

MM. Lavoie [Adéodat], Luce [Central Public Service, Presqu'Isle, Maine], Brillant [Jules-A.] et Bernier [Thomas-A.], lors d'une réunion au Rocher-Blanc, en 1933.



En 1933, le bureau de direction de La Corporation est composé de J.-A. Brillant (Rimouski), président, Ernest Beaubien (Québec), vice-président, P.-E. Gagnon (Rimouski), secrétaire, J.M. Robinson (Saint-Jean, N.B.), J.-A. Desjardins (Matane), Charles Couillard (Rimouski) et N.A. Timmins (Montréal), directeurs. (7)

Deux compagnies-maitresses

Le 29 janvier 1935, réapparaît La Compagnie de Téléphone Nationale qui, lors de la réorganisation des filiales en 1936, absorbera toutes les compagnies au sud du Saint-Laurent, alors que les réseaux du nord seront fusionnés en une seule Compagnie de Téléphone Portneuf et Champlain.

C'est La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec qui exploite l'ensemble. D'une longueur de 2 700 milles, ce réseau forme une chaîne de continuité qui s'étend de Trois-Rivières exclusivement à Matane inclusivement et dessert une population de 35 000 habitants, comprise dans 14 comtés. Par son raccordement à la Compagnie de Téléphone Bell, "New Brunswick Tele-



Jean Lévesque [aujourd'hui caissier général] était responsable du matériel en entrepôt, Ludger Labrie était proposé à l'atelier et Cyrice Ouellet était chargé du montage et de la réparation des tableaux de distribution en 1940.



Pose d'un câble sur la rue Saint-Jean-Baptiste à Rimouski, en 1943. Sur la terre ferme, les Joseph Deschênes, Henri Dionne et Joseph Trudel; sur le "bicycle", Gérard Raymond; en haut du poteau, les Dubé de Mont-Joli et Gagné de Montmagny.

phone Co." et les compagnies indépendantes, il assure la communication de ses abonnés avec le reste du Canada et l'ensemble des Etats-Unis.

La même année, est inauguré le service de radio-téléphone de Rimouski à Baie-Comeau, Shelter Bay, Clarke City et, conjointement avec "Canadian Marconi", au navire Jean-Brillant de La Compagnie de Transport du Bas Saint-Laurent; c'est la première utilisation au Québec du radio-téléphone comme partie intégrale d'un réseau interurbain. En 1936 également, le réseau de La Compagnie de Téléphone Matane et Gaspé est prolongé par acquisition de la ligne s'étendant entre Sainte-Félicité et Saint-Joachim-de-Tourelle.

Trois divisions

En mai 1937, un incendie ayant détruit le bureau du boulevard Charest à Québec, le siège social est déménagé à Rimouski et le

réseau est séparé en trois divisions: celle de Rimouski avec bureau à Rimouski, celle de Portneuf avec bureau à Portneuf et celle de Montmagny avec bureau successivement à Lévis et à Montmagny. Dès lors, le rythme de croissance va progresser très rapidement, grâce à la modernisation de l'équipement et à l'amélioration des méthodes de travail.

Rimouski, qui comptait 700 téléphones en 1938, transforme son réseau local en 1939. L'équipement à magnéto y est remplacé par un système à batteries centrales; il n'y a plus de manivelle sur les appareils téléphoniques et trois positions au central assurent le service aux clients. La population de Rimouski se chiffre alors à 7 000 habitants.

En 1940, La Compagnie de Téléphone Nationale achète le réseau de Saint-Vianney et, en 1942, le nombre des circuits est porté à cinq entre Rimouski et Québec, de deux qu'il était en 1932.

En 1944, Mont-Joli et Saint-Flavie connaissent également le transfert à batteries centrales.

Pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale, l'effort militaire du pays a entraîné un accroissement de l'activité économique dans l'ensemble du territoire de la Compagnie. Malgré les difficultés à obtenir des matériaux téléphoniques, l'installation de nouveaux appareils aux seules entreprises essentielles porte à près de 7 000, à la fin de 1945, le nombre des téléphones en service sur le réseau de la Corporation; on y dénombre 45 centraux, par lesquels passent 60 000 appels interurbains mensuellement. Les salaires déboursés se chiffrent à \$178 000, alors que le revenu annuel atteint presque le demi-million avec un actif de deux millions.

L'après-guerre

En mars 1946, un relais par radio-téléphone à modulation de fréquence est installé entre Forestville et Rimouski, également entre Baie-Comeau et Rimouski.

A la réunion annuelle des actionnaires cette année-là, apparaissent différents visages qui nous sont aujourd'hui familiers. C'est alors que Norman Gendreau (dont la carrière s'étend de 1942 à 1969), directeur de la Corporation depuis 1942, est nommé trésorier de la "Nationale", tandis que F.C. Doak (de 1938 à 1971) est élu directeur de la Corporation. L'année suivante, soit en 1947, Jacques Brillant (de 1947 à 1967) et Julien Thuot (depuis 1939) seront élus directeurs et, en 1948, ce sera J.-Réal Bernier (de 1945 à 1969) qui deviendra directeur et comptable en chef.

Grâce aux travaux exécutés par l'armée canadienne, le réseau téléphonique s'étend en 1946 à la section du comté de Gaspé-Nord comprise entre Sainte-Anne-des-

Monts et Rivière-au-Renard; six nouveaux centraux sont ouverts, soit à Rivière-à-Martre, Mont-Louis, Petite-Madeleine, Grande Vallée, Cloridorme et Saint-Maurice-de-l'Echourie.

En août, un circuit interurbain est installé de Mont-Joli à Amqui et un autre, d'Amqui à Causapsal et Matapédia. Le total des circuits Rimouski-Québec est porté à neuf, plus un circuit pour Montréal. L'appel de Rimouski à Québec coûte \$1; à Mont-Joli, \$0,20.

En octobre, La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec achète le réseau de Grande-Vallée.

Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée

Février 1947 marque l'incorporation de la Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée; cette dernière devient officiellement propriétaire des centraux de Grande-Vallée et de Forestville et elle acquiert, en

août, le réseau compris entre Saint-Joachim-de-Tourelle et Saint-Majorique.

La Corporation de Téléphone de Québec

Le 5 août 1947, par lettres patentes supplémentaires, La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec se transforme pour devenir La Corporation de Téléphone de Québec, propriétaire à part entière de La Compagnie de Téléphone Nationale qui sera officiellement dissoute en juin 1948.

En octobre 1947, la Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée, achète du gouvernement du Canada la ligne télégraphique longeant la rive nord du Saint-Laurent, de La Malbaie à Red Bay, sur le détroit de Belle-Isle, et met en service un relais de radio-téléphone à modulation de fréquence entre Baie-Trinité et Matane.

1947

F.C. Doak M. Martin N. Gendreau H. Brochu
T.-A. Bernier R. Bernier J. Thuot J.-A. Brillant



Hedwidge Brodrigue Lavoie, téléphoniste en chef au central de Rimouski en 1945.



L'installation à Bic du premier central automatique de type satellite, l'ouverture d'un bureau de télégraphe à Rimouski et le remplacement à Matane du service magnéto par le système à batteries centrales, telles sont quelques-unes des réalisations de l'année 1948. Les activités se multiplient à un tel point durant les années suivantes que nous allons devoir limiter notre récit désormais au seul district de Rimouski, ce district formant, avec ceux de Matane et de New Carlisle, la région Saint-Laurent. Pour des raisons d'ordre administratif, en effet, le territoire est aujourd'hui partagé en trois régions désignées d'après leurs limites géographiques, les régions Saint-Laurent, Québec et Côte-Nord.

En 1949, inauguration du service de mandats télégraphiques, mise en service d'un autocommutateur satellite à Sainte-Blandine et à Saint-Gabriel, d'un système à batteries centrales à Luceville, d'un système semblable à Trinité-des-Monts desservant Esprit-Saint et d'un autre au Lac-des-Aigles avec raccordement interurbain à Biencourt. A Rimouski, le tableau manuel ayant atteint six positions avec également six positions d'interurbain, le service manuel est remplacé par le système automatique pas-à-pas. 2 027 téléphones à Rimouski desservent alors une population de 15 000 habitants et le service résidentiel sur ligne individuelle y coûte \$3,25 par mois.

Quand Rimouski devient centre de télécommunications en 1950, les téléphonistes de l'interurbain desservent 31 centraux, regroupant environ 8 000 téléphones; 425 téléphones et 3 standards privés y seront perdus lors de la conflagration de mai.

En 1951, changement au central de Luceville du service manuel au

système automatique, changement au central de Saint-Fabien du service magnéto au système à batteries centrales et inauguration à Rimouski d'un service des navires à la terre, en collaboration avec le ministère des Transports du Canada.

En 1952, une ordonnance autorise l'augmentation des taux d'abonnement et le service résidentiel sur ligne individuelle, à Rimouski, coûte \$3,65 par mois.

En 1953, La Corporation de Téléphone de Québec fait l'acquisition de la majorité des actions de La Compagnie de Téléphone Bonaventure et Gaspé, limitée, qui devient ainsi une filiale.

En 1954, les appels transmis entre les compagnies "Bell" et "Bonaventure et Gaspé" empruntent le réseau de la Corporation au lieu de celui du Nouveau-Brunswick; il y a raccordement interurbain entre Rimouski et Labrieville.

QUÉBEC-TÉLÉPHONE

En 1955, La Corporation de Téléphone de Québec devient "Québec-Téléphone" et s'installe dans le nouvel édifice Brillant, à Rimouski.

En 1956, le centre de télécommunications de Rimouski et ses tributaires automatiques, un ensemble de 27 centraux desservant 17 512 téléphones, est raccordé au réseau national de signalisation automatique des appels interurbains par les téléphonistes.

En 1958, le réseau hertzien est mis en marche entre Rivière-du-Loup et Sept-Îles et les programmes de télévision française sont transmis de Rimouski, par liaison hertzienne, à CKBL-TV, Matane.

En 1959, le réseau hertzien en direction de Québec et de Sept-Îles entre en service. Rimouski

compte 6 386 téléphones et le service résidentiel sur ligne individuelle y coûte \$4,15 par mois.

En 1961, une chaîne de relais hertziens entre Rimouski et Groses-Roches établit le raccordement avec le câble transatlantique de la Société Canadienne des Télécommunications Transmarines, raccordement qui durera jusqu'en 1976.

En 1962, les télécommunications du réseau radiophonique français de la Société Radio-Canada sont confiées à Québec-Téléphone. Cette même année, Jacques Brillant est porté à la présidence de la compagnie, mais son père reste toutefois président du conseil d'administration.

En 1963, des circuits directs sont établis entre Rimouski et Saint-Jean, N.B.

Du téléphone aux télécommunications

La petite compagnie rurale de 1896 a pris allure d'entreprise familiale en 1927, mais elle a tellement agrandi ses limites territoriales qu'elle doit déborder les frontières québécoises pour obtenir les capitaux indispensables à son expansion. Etant donné l'éparpillement de sa clientèle, les distances déjà grandes s'en trouvent démesurées et ce ne sont pas quelques millions qui suffiront à les combler. Elle serait vouée à l'extinction si elle se laissait absorber par sa gigantesque voisine et, advenant le cas, son personnel administratif serait vite avalé par la dévorante métropole, comme cela s'est vu après la nationalisation de l'électricité. . .

Jules-A. Brillant lui-même, l'homme d'affaires roublard qui avait une vue superbe de son bureau sur l'immensité du fleuve, n'avait pu cacher son émotion en apprenant la nouvelle de l'étatisation de La Compagnie de Pou-

voir; contemplant de sa fenêtre cette immensité symbolique, il laissa tomber ces quelques mots: "C'est le commencement de la fin. . ." Les capitaux Brillant ne peuvent plus suffire quand le programme de construction annuel doit dépasser les quinze millions, ce qui est le cas de Québec-Téléphone.

Fin des intérêts privés de la famille Brillant, mais début d'une ère nouvelle pour Québec-Téléphone grâce à l'immense réservoir de capitaux que représente la Compagnie Anglo-Canadienne, devenue actionnaire majoritaire. Durant les derniers mois de 1966, cinq réseaux téléphoniques, dont celui de Saint-Georges, s'adjoignent à la division ouest. La première convention collective est signée, la même année, avec le local 2200 de la Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité. C'est aussi à cette époque que débute l'ère de l'informatique, avec l'installation d'un premier ordinateur au service de la comptabilité. Rimouski comptera 11 631 téléphones lors de l'avènement du service régional avec Bic et Luceville; le service résidentiel sur ligne individuelle y coûte alors \$5,50 par mois.

Mais on ne peut ainsi tourner la page sans accorder quelques instants de plus à ce "grand" patron que fut l'honorable Jules-A. Brillant. Administrateur et président d'honneur de Québec-Téléphone, titre qui lui fut conféré en 1966 lorsque son fils Jacques devint président du conseil d'administration, Jules-A. Brillant continua de s'intéresser à la téléphonie jusqu'aux derniers mois précédant sa mort, le 11 mai 1973. L'industrie du téléphone bénéficia de sa clairvoyance et de ses sages conseils durant quarante-six ans. Québec-Téléphone, c'est l'héritage qu'il a laissé à ses concitoyens du Bas du fleuve et son empreinte y est gravée à tout jamais; c'est pourquoi Québec-Téléphone le reconnaît comme son véritable fondateur et n'hésite pas à célébrer un cinquantenaire d'existence en 1977, même si l'origine d'une de ses constituantes de la région Québec remonte à 1893. . .

toyens du Bas du fleuve et son empreinte y est gravée à tout jamais; c'est pourquoi Québec-Téléphone le reconnaît comme son véritable fondateur et n'hésite pas à célébrer un cinquantenaire d'existence en 1977, même si l'origine d'une de ses constituantes de la région Québec remonte à 1893. . .



**L'honorable
Jules-A. Brillant**

La Basse Côte-Nord

Le développement de la Basse Côte-Nord marquera le début de la présidence de Basile-Augustin Bénéteau. De nombreux relais hertziens seront installés, en 1967 et 1968, entre Havre-Saint-Pierre et Lourdes-du-Blanc-Sablon; tous les habitants de la côte seront ainsi pourvus du service téléphonique et non plus seulement ceux qui résident dans ces deux centres, ce qui exigera des déboursés de plus de \$5 000 000.

En 1967 également, le système CAMA accompagne la mise en

service à Rimouski de l'interurbain automatique; à la date du 5 mars, ce service couvre les circonscriptions de Rimouski, Baie-Comeau, Bic, Causapscal, Clarke City, Hauterive, Les Boules, Luceville, Matane, Mont-Joli, Port Cartier, Sainte-Blandine, Saint-Moïse, Sayabec et Sept-Iles, soit 43 464 téléphones. Il y a maintenant un total de 468 circuits interurbains rayonnant de Rimouski, dont 50 vers Baie-Comeau, 46 vers Québec, 42 vers Hauterive, 36 vers Sept-Iles, 32 vers Matane, 23 vers Montréal et 21 vers Amqui; il y a également cinq circuits Rimouski-Campbellton et cinq circuits Rimouski-St. John. Au 31 décembre, la valeur du réseau dépassera les \$100 000 000.

En 1968, la valeur du réseau atteint \$114 372 904, ce qui signifie qu'elle a quadruplé en dix ans, et son réseau hertzien, d'une longueur de 2 085 milles comparativement à 921 milles en 1967, est devenu le plus étendu au Québec, assurant les communications avec l'ouest du Labrador et l'île de Terre-Neuve. Québec-Téléphone met ses connaissances et ses installations techniques et informatiques à la disposition du public; c'est ainsi que le ministère de l'Éducation et celui des Terres et Forêts bénéficient de réseaux pour la transmission des données.

Poursuivant en 1969 ses efforts d'amélioration et de modernisation, la Compagnie voit son réseau doubler de valeur en moins de cinq ans. L'automatisation est rendue à 92,7% par suite de l'installation de nombreux autocommutateurs et de l'instauration de plusieurs services régionaux. Le service d'informatique continue de se structurer pour en venir à élargir l'éventail de ses services; c'est ainsi que pourra commencer, en 1971, le traitement de la paye des hôpitaux.

Lors de l'installation du 150 000^e téléphone en 1970, les 50 000 derniers appareils remontent à moins de cinq ans, le réseau est automatisé à 96,7% et 80,9% des abonnés sont raccordés à l'interurbain automatique. Le nombre moyen d'abonnés par ligne rurale s'établit à 4,5, leurs appareils ne représentant plus dans l'ensemble qu'un très faible pourcentage par suite d'un regroupement systématisé en milieu rural. Traitement des salaires, contrôle budgétaire et système d'inventaire, tels sont les services disponibles en téléinformatique. Autres services dont bénéficient les clients, transmission à distance des électrocardiogrammes, télévision en circuit fermé, interrogation à distance des ordinateurs, système bancaire intégré et ainsi de suite; le gouvernement,

l'industrie, les hôpitaux et les maisons d'éducation s'en révèlent les principaux bénéficiaires.

Nouveau symbole

En 1971, Québec-Téléphone adopte de nouvelles couleurs et se donne un symbole plus représentatif d'une véritable entreprise de télécommunications. 98% des appareils sont maintenant automatiques et l'interurbain automatique, non disponible avant 1967, a été introduit chez 94% de ses clients. 51% des communications interurbaines sont composées directement par l'abonné, comparativement à 25% deux ans auparavant. Faisant partie des services spéciaux, de nombreux circuits sont loués pour télétype, pour transmission de la voix, de données, d'émissions radiophoniques et télévisées, etc. Québec-Télé-

phone devient membre de Télésat Canada, dont elle détient déjà 50 000 actions ordinaires, d'une valeur de \$500 000 en 1971.

En 1972, c'est 175 000 appareils téléphoniques que compte maintenant la Compagnie, en ayant ajouté un nombre record de 13 672 durant l'année écoulée. L'identification automatique des numéros est disponible pour 21% des abonnés et les appareils ruraux cèdent progressivement la place aux postes privés et semi-privés. Les parcs provinciaux de chasse et de pêche disposent désormais de systèmes de radio mobile privé, ce qui assure une communication constante entre les employés qui y travaillent. C'est également l'année de l'instauration des frais spéciaux de \$0,25 pour trois genres d'appels non essentiels, une initiative de



Québec-Téléphone qui sera reprise ultérieurement par de nombreuses autres compagnies.

En 1973, l'interurbain automatique est accessible à 95% des abonnés, la composition interurbaine directe à 70% et l'identification automatique, à 30%. Une partie du réseau téléphonique de Québec-Téléphone devient partie intégrante du système de transmission de la chaîne française de Radio-Canada. Une liaison hertzienne relie à ses camps forestiers les bureaux administratifs de La Compagnie de Papier Q.N.S. Ltée, ce qui devient une primeur puisque les travailleurs forestiers pourront désormais capter les émissions de télévision en plus de profiter des avantages du téléphone en forêt.

Transition Bénéteau-Sirois

En 1974, au moment où Raymond Sirois prend la succession de B.A. Bénéteau à la présidence de la Compagnie, le budget de construction s'élève à \$28 millions et la valeur du réseau atteint les \$202 millions. Les limites territoriales de la région Côte-Nord

sont étendues "au 52e degré de latitude, à l'exclusion de la partie occupée par la ville de Gagnon et de la partie du Labrador qui forme une enclave à l'intérieur du 52e degré de latitude". (8) Malheureusement, la grève de trois mois et demi des employés syndiqués devait quelque peu perturber le programme prévu pour l'année. Si des centraux électroniques sont déjà installés au nord et à l'ouest avec disponibilité de la composition au clavier, c'est sans contredit la télédistribution qui fait les manchettes dans la région Saint-Laurent, en 1975. Avec 217 118 appareils en service en décembre 1975, les \$40 millions déboursés pour le programme de construction ont porté la valeur du réseau à \$236 millions.

L'année 1976 voit le parachèvement de l'automatisation du réseau téléphonique de la Compagnie et la mise en place de nouveaux réseaux de télédistribution dans les agglomérations de Rimouski, Mont-Joli, Price et Matane. L'investissement le plus considérable jamais concentré en un même endroit, c'est ce que

représente la mise en service à Rimouski du premier central électronique interurbain à quatre fils, l'ancien central ne transmettant désormais qu'une infime partie du trafic interurbain mais absorbant la totalité du trafic local. Au-delà de 2 000 employés, qui retirent quelque \$27 millions en salaires, voilà les effectifs dont dispose Québec-Téléphone à la fin de 1976, alors que ses revenus annuels totalisent \$64,7 millions. Elle aura dépensé \$32 millions pour réaliser son programme de construction de l'année, ce qui donnera à son réseau une valeur globale de \$262 millions.

Combien d'autres aspects de la Compagnie ne faudrait-il pas mettre de l'avant pour la présenter dans toute son authenticité! Comment passer sous silence les programmes d'achat d'actions par les employés, la régionalisation des annuaires, la mécanisation des horaires des téléphonistes, le nouveau système de facturation des clients, la promotion des artistes du milieu par le truchement des couvertures d'annuaire et la reproduction à prix populaire de ces oeuvres qui, d'année en année, viennent enrichir une collection déjà fort intéressante?

Encore dernièrement, Québec-Téléphone n'hésitait pas à effectuer, en première mondiale, la transmission bidirectionnelle simultanée de messages téléphoniques et de signaux de télédistribution sur un même câble coaxial entre Rimouski et Saint-Fabien.

Si Québec-Téléphone s'enorgueillit de toutes ces premières qu'elle se plaît à multiplier depuis aussi loin que 1936, le demi-million de Québécois qu'elle dessert ainsi ne constitue-t-il pas en quelque sorte une classe privilégiée, puisque c'est lui qui bénéficie, en définitive, de ces services offerts en priorité? Un terri-



toire des plus diversifiés, une clientèle on ne peut plus sympathique, Québec-Téléphone occupe décidément une place de choix au domaine des télécommunications... champ d'action actuel de celle qui s'appelait La Compagnie du Téléphone de Métis à la fin du siècle dernier.

Monique J. Lebel
Québec-Téléphone

Notes et références

- (1) **Un Siècle de Labeur, de Foi, d'Honneur**, histoire de la paroisse Saint-Octave-de-Métis
- (2) Minutes des délibérations du "Bureau de Direction" de "La Compagnie du Téléphone de Métis" — De Bellechasse — & Nationale — Du 22 avril 1898 - à - 31 décembre 1908 (par) J.F. Demers M.D.
- (3) **Le Progrès du Golfe**, 7 décembre 1905
- (4) Minutes des Délibérations - du - Bureau de Direction de La Compagnie de Téléphone Nationale — Du 1er Janvier 1909 - à - (24 septembre 1924)
- (5) **Le Quotidien**, 12 août 1909
- (6) Livres des procès-verbaux du comité exécutif de la Compagnie de Téléphone Nationale (1911-1928)
- (7) Livre des procès-verbaux de la Compagnie de Téléphone Nationale (1930-1948)
- (8) Ordonnance du 10 mai 1974 de la Régie des services publics du Québec

Autres ouvrages consultés

Québec-Téléphone Nouvelles, de novembre 1966 à février 1972
Rapport annuel de Québec-Téléphone, 1966 et suivants
Echange, de février 1972 à septembre 1977

